



083 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° **083** /AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2026 DU **02 OCT 2026**
**POUR LE CONTROLE TECHNIQUE, GEOTEHNIQUE ET LA SURVEILLANCE
DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DU TRONÇON DE ROUTE : R0129 : BAFIA-
EGONA II-NGORO-SERERE-YANGBA-LIMITE MATSARI (166,37 KM), DANS LA
REGION DU CENTRE.**

1. Objet de l'Appel d'Offres :

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement Camerounais un Appel d'Offres National Restreint pour le Contrôle Technique, Géotechnique et la Surveillance des travaux d'entretien du tronçon de route : R0129 : BAFIA-EGONA II-NGORO-SERERE-YANGBA-LIMITE MATSARI (166,37 km), dans la Région du Centre.

2. Consistance des Prestations

Les prestations qui sont confiées au Cocontractant comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- Surveiller et contrôler la conformité des travaux exécutés aux exigences du cahier de charge ;
- Rendre compte en temps réel au Maître d'Ouvrage de l'évolution de la situation des travaux sur le terrain ;
- Organiser les réunions hebdomadaires de suivi des travaux ;
- Proposer à la signature du Chef de Service des ordres de services nécessaires à la bonne exécution des travaux (certains pouvoirs pourront lui être délégués) ;
- Transmettre les rapports mensuels d'activités ;
- Veiller à l'assurance de la qualité et à l'application des mesures de protection de l'environnement ;
- Veiller à l'établissement des plans de récolement.

Les prestations qui sont confiées au Cocontractant comportent trois (03) missions :

- **Mission 1 DET** : Direction de l'exécution des contrats de travaux ;
- **Mission 2 OPC** : Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier ;
- **Mission 3 AOR** : Assistance aux opérations de réception.

3. Allotissement

Les prestations objet de l'Appel d'Offres sont constituées en un (01) lot unique présenté comme suit :

N° de lot	Région	Tronçons	Linéaire Estimé (Km)	Budget Prévisionnel TTC (FCFA)	Délai (mois)	Type d'intervention
01	Centre	Bafia-Egona II-Ngoro-Séréré-Yangba-Limite Matsari	166, 37	80 000 000	20	Contrôle technique, géotechnique et surveillance des travaux
TOTAL			166,37	80 000 000		

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **Quatre-vingt millions (80 000 000) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution est de **vingt (20) mois calendaires**, Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions, à tous les Bureaux d'Etudes Techniques ou groupement de Bureaux d'Etudes Techniques de la **Catégorie A, B et C des sous-secteurs d'activités « Routes »**.

7. Financement

Les travaux objet, du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget du Ministère des Travaux Publics-Ligne Fonds Routier, Exercices 2026 et 2027.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est « **Exclusivement en ligne (online)** ». Autrement dit, la **soumission hors ligne n'est pas possible** pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution de soumission, timbrée, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **Cent soixante mille (160 000) francs CFA** valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres et accompagnée du récépissé de dépôts CDEC. L'absence du récépissé de dépôts CDEC ou de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI au lieu-dit nouveau centre Administratif, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>** sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit nouveau centre administratif, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **cent mille (100 000) F CFA** au titre des frais d'achat de dossier dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO. Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique.

Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

La soumission se fera exclusivement en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme GOLEPS, au plus tard, le 02 NOV 2026 à 11 heures.

Par ailleurs, deux copies de sauvegarde de l'offre, enregistrées sur deux (02) clés USB distinctes non compressées, devront être transmises sous pli fermé. L'une contiendra les dossiers Administratif et Technique, et l'autre le dossier Financier. Ces supports devront être accompagnés :

- de l'accusé de réception de dépôt sur la plateforme dédiée,
- de l'original de la caution de soumission,
- ainsi que du récépissé de dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC).

L'ensemble devra être déposé au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, situé au 4ème étage de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, et déposé contre récépissé au plus tard le 02 NOV 2026 à 11h00.

Ce pli devra porter clairement la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 083 /AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2026 DU 02/10/26
POUR LE CONTROLE TECHNIQUE, GEOTEHNIQUE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DU TRONÇON DE ROUTE : R0129 : BAFIA-EGONA II-NGORO-SERERE-YANGBA-LIMITE MATSARI (166,37 KM), DANS LA REGION DU CENTRE

« Copie de sauvegarde Récépissé de la CDEC, Original de la caution de soumission »

Les tailles maximales des volumes 1, 2 et 3 ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

La plateforme COLEPS pour le dépôt des offres sera fermée après la date et l'heure limite de dépôt des offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence à l'ouverture des plis, du récépissé CDEC ou de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du

Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps.

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le 02 NOV 2026 à 12 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TCRI) auprès du Ministère des Travaux Publics siégeant à la salle de réunion sise au 3ème étage, porte 19, bâtiment C de l'Immeuble siège du Ministère des Travaux Publics à Etoudi.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 70/100 seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date initiale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif excepté le cautionnement de soumission lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

A. Dossier administratif incomplet pour :

- a) Absence ou non-conformité de l'original de la caution de soumission ou du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis ;
- b) La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme, ou absente excepté le cautionnement de soumission.

B. Offre technique incomplète ou non-conforme pour :

- Absence d'un Chef de Mission remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO, à savoir :
 - Formation de base** : Ingénieur du Génie Civil (BAC+3 ou plus) ;
 - Expérience générale en BTP** : au moins dix (10) ans ;
 - Expérience spécifique** : avoir été au poste de Chef de Mission de contrôle dans au moins un (01) projet de contrôle des travaux de route ou Ingénieur de terrassement/ chaussée dans aux moins deux (02) projets ;
- Absence d'une capacité financière, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances pour préfinancer les travaux objet de l'Appel d'Offres de référence, à hauteur de **27 000 000 (Vingt-sept millions) de Francs CFA** ;
- Absence de l'attestation de visite et du rapport illustré de la visite de site, assorti de photos des sections critiques de la route avec leurs localisations (le rapport ne sera pas considéré sans ces images) ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics ;
- N'avoir pas obtenu une note technique minimale de **70/100** ;

- Absence de la charte d'intégrité signée et datée ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales datée et signée ;

c) Offre financière

I- Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- La soumission signée et timbrée (voir modèle pièce 7.A) ;
- le bordereau des prix unitaire (BPU) suivant le modèle (pièce 6) avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page ;
- le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises ;
- les sous – détail des prix unitaire quantifié paraphé à toutes les pages (voir modèle pièce 9.11) ;
- l'omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié

D- Non-respect du format de fichier des offres ;

E- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou non authentique ;

F- L'utilisation du certificat COLEPS d'une autre entreprise.

15.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront notées suivant les critères essentiels ci-après :

a Qualification et expérience des experts affectés à l'opération (sur 60 points) ;

b- Références du BET (sur 25 points) ;

c- Moyens techniques, logistiques et matériels à mettre en place (sur 15 points).

Le score technique minimum requis est de 70/100

N.B : Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

16. Attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques financiers.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas attribuer le marché dans le cadre du présent appel d'offres à un soumissionnaire qui, titulaire d'un contrat en cours au sein du MINTP, a des performances peu satisfaisantes (mise en demeure dont l'évaluation a été jugée non satisfaisante ou constat de défaillance notifié dans les six mois précédent l'attribution ou contrat en cours de résiliation).

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit nouveau centre administratif ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Assistance technique

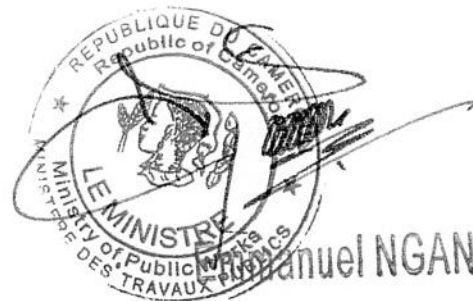
Pour obtenir une assistance technique, en cas de surveillance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155/222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le 02 OCT 2026

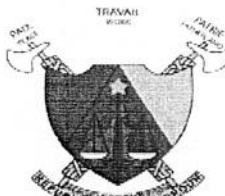
Le Ministre des Travaux Publics


Manuel NGANOU D.

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DES TRAVAUX
PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC
WORKS

083

LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS

02 OCT 2026

No. /AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF

FOR THE TECHNICAL AND GEOTECHNICAL CONTROL AS WELL AS THE SUPERVISION OF MAINTENANCE WORKS ON THE ROAD SECTION: R0129: BAFIA-EGONA II-NGORO-SERERE-YANGBA-MATSARI LIMIT (166.37 KM), IN THE CENTRE REGION.

1. Subject of the Call for Tenders:

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues, on behalf of the Government of Cameroon, a Limited National Call for Tenders for the technical and geotechnical control and supervision of maintenance works on the road section: R0129: BAFIA-EGONA II-NGORO-SERERE-YANGBA-MATSARI LIMIT (166.37 km), in the Centre Region.

2. Scope of Works

These services assigned to the Contracting Partner shall involve the following tasks, inter alia:

- Supervising and controlling the compliance of the works carried out with the specifications;
- Real time reporting to the Project Owner on the progress of works on the field;
- Organising weekly meetings to monitor the works;
- Proposing service orders, necessary for the proper execution of works, to the Contract Manager for signing (they may be delegated certain powers);
- Submitting monthly activity reports;
- Providing quality assurance and ensuring the implementation of environmental protection measures;
- Ensuring the drafting of post-completion drawings.

The services assigned to the Contracting Partner include three (3) missions:

- **Mission 1, WEM:** Works Contract Execution Management;
- **Mission 2, SMC:** Scheduling, Management and Coordination of work site;
- **Mission 3, AAO:** Assistance during Acceptance Operations.

3. Allotment

Works under this Call for Tenders shall be tendered for in **one (1) lot** as follows:

Lot No.	Region	Road sections	Estimated length (km)	Estimated budget, including taxes (CFAF)	Time frame (months)	Type of intervention
01	Centre	Bafia-Egona II-Ngoro-Sérére-Yangba- Matsari Border	166, 37	80,000,000	20	Technical and geotechnical control as well as supervision of works
TOTAL			166.37	80,000,000		

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is **eighty million (80,000,000) CFAF including taxes.**

5. Estimated Execution Timeframe

The overall execution time frame shall be **twenty (20) calendar months**, with effect from the date of notification of the Order to commence service delivery.

6. Eligibility

Participation is open on equal terms to all **Categories A, B and D** technical Consulting firms or consortiums in the **"Roads" sub-sector of activity.**

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the budget of the Ministry of Public Works-Road Fund Line – Financial years 2026 and 2027.

8. Bidding Method

Bidding shall be carried out **"exclusively online"**. In other words, **off-line bidding is not application** for this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Each tenderer must attach to their administrative documents a hand-paid bid bond, issued by one of the bodies or financial institutions authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds within the framework of public contracts, the list of which appears in Document 14 of Tender Documents. The amount of the bond is **One hundred sixty thousand (160,000)** and it shall be valid for thirty (30) days from the initial tender validity date, and accompanied with the CDEC deposit receipt. The absence of a CDEC receipt and a bid bond issued by a first-class bank or first-rate financial institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds as part of public contracts shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond having no connection with the consultation concerned shall not be taken into account. A bid bond presented by a bidder during bid opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender Documents

Tender Documents may be consulted during working hours at the Ministry of Public Works in Yaounde, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of the headquarters building of the Ministry of Public Works, in the administrative neighbourhood at Etoudi, upon publication of this Call for Tenders.

It can also be consulted **on-line via the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>** on the website of the PCRA (www.armp.cm) or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

11. Acquisition of Tender Documents

Tender documents may be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters at ETOUDI, new administrative centre, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **one hundred thousand (100,000) CFA francs**. The soft copy of Tender Documents can also be can also be obtained by free download at the addresses indicated above.

However, on-line tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

Bids can be submitted "exclusively on-line" on GOLEPS platform no later than 02 NOV 2026 at 11 a.m.

In addition, two uncompressed back-up copies of the tender, saved in two different (2) USB keys, must be submitted in a sealed envelope. One will contain the administrative and technical files, and the other the financial file. These documents must be accompanied by:

- the acknowledgement receipt of submission on the dedicated platform,
- the original bid bond, as well as the deposit receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC).

All bids must be submitted at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of the headquarters of the Ministry of Public Works, latest on 02 NOV 2026 at 11 a.m.

It shall clearly bear the following:

LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. 083 /AONR/MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF 02/10/26

FOR THE TECHNICAL AND GEOTECHNICAL CONTROL AS WELL AS THE SUPERVISION OF MAINTENANCE WORKS ON THE ROAD SECTION: R0129: BAFIA-EGONA II-NGORO-SERERE-YANGBA-MATSARI LIMIT (166.37 KM), IN THE CENTRE REGION

"Copy of acknowledgement of receipt from CDEC, original of the bid bond"

The maximum size of the documents 1, 2 and 3 that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Documents (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Bid (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Bid (Volume 3).

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that a compression software is used to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

13. Tender Compliance

The GOLEPS platform for submitting tenders will be closed after the tender submission deadline.

Any bid not complying with the requirements of Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence, at the time of bid opening, of the CDEC receipt or the bid bond established in keeping with the model indicated in Tender Document and issued by a body or a financial institution approved by the Minister in charge of finance and authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, which is valid for thirty (30) days, with effect from the expiration of the tender validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of Special Tenders Regulation, otherwise they will be rejected.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened twice.

Administrative and technical documents shall be opened on 02 NOV 2020 at noon by in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works (CIPM-TCRI) at the Ministry of Public Works, located on the 3th floor of Block C, Room 19 of the headquarters building of the Ministry of Public Works, at ETOUDI.

Only the financial offers of tenderers who have obtained the qualifying technical score of 70/100 shall be opened by the same Commission and in the same venue at a later date, following the publication of the results of the technical evaluation.

Only tenderers may attend the opening session or be represented therein by a duly mandated person of their choice, even in the case of consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the other relevant administrative documents, certified by the issuing service, or administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must date no more than three (3) months from the initial tender submission deadline or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file, except the bid bond, during the tender opening session, despite the 48-hour deadline extension granted by the Board, the bid will be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1- Eliminary Criteria

A. Incomplete administrative file due to:

- a) Absence or non-conformity of the original bid bond and a CDEC receipt attached during the opening of tenders;
- b) Failure to submit a document deemed non-compliant or missing from the administrative file during the bid opening session despite the 48h-hour extension except for the bid bond.

B. Incomplete or non-compliance of the technical offer due to

- Absence of a Mission Head meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation, including:
 - **Basic training:** Civil engineer (GCE A/L+ 3 at least);
 - **General experience in the Building and Public Works sector:** at least ten (10) years;
 - **Specific Experience:** Must have held the position of Head of the Control Missions or Earthwork/Pavement Engineer on at least one (1) road construction project;
- Failure to provide a financial capacity certificate, issued by a first-class bank approved by the Minister of Finance, to pre-finance the work covered by the relevant Call for Tenders, in the amount of 27,000,000 (twenty-seven million) CFA francs;
- Failure to submit the attestation of site visit and an illustrated report of the site visit, including photos of the critical sections of the road with their locations (the report will not be taken into consideration without these images);
- Absence of formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public contracts;
- Failure to obtain a technical score of at least 70/100;
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Absence of the dated and signed Declaration of commitment to respect environmental clauses;

C. Financial Offers

I- Incomplete financial offer due to the absence of one of the following elements:

- The signed and stamped bid (see Form 7.A);
- Unit Price schedule (UPS) compliant with the model (Document 6) indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page and signed on the final page;
- Dated, signed and stamped Bill of Quantities (BOQ), indicating the amounts net and including all taxes;
- Breakdown of unit prices initialled on all pages (see Document 9.11 model);
- Omission of a quantified unit price in the financial offer;

D. Non-compliance with the file format for tenders;

E. False declaration, forged or non-authentic documents;

F. Use of another company's COLEPS certificate.

15.2-Essential criteria

The technical offers shall be evaluated according to the following essential criteria:

A Qualifications and experience of experts assigned to the project (on 60 points);

b- Reference of TCF (25 points);

c- Technical, logistical and material resources to be put in place (on 15 points);

The minimum technical score required is 70 on 100

Note: Any public service employee listed among a bidder staff who did not submit all documents justifying their availability notified by the Administration shall not be accepted.

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder who meets the relevant financial and technical requirements.

Besides, the Project Owner reserves the right not to award the contract under this Call for Tenders to a bidder, holder of an ongoing contract with MINTP, whose performance is not satisfactory (formal notice whose assessment was deemed unsatisfactory or the failure established and notified within six months prior to the award of the contract being terminated).

17. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the initial tender submission deadline.

18. Further Information

Further information can be obtained during working hours at the Project Owner's offices, at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of the headquarters of the Ministry of Public Works at ETOUDI, at the new administrative centre, or on line on COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm.

20. Fight Against Corruption and Malpractice

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517 or the Public Contracts

Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

02 OCT 2026
Yaounde, _____

The Minister of Public Works



Immanuel NGANOU, D.